



Luxembourg, le 21 JUIL. 2025

Bersagri SC
40, Walzebiërg
L-9154 Grosbous

N/Réf. : 2025-001427
V/Réf. : AP-2025-001-ASW
Réf. MyGuichet : 2025-A071-M376

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1^{er} août 2018 ;

Considérant la demande et les annexes du 28 mai 2025 versées par Bersagri SC aux fins d'obtenir l'autorisation pour le renouvellement des toitures de 3 bâtiments agricoles sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Winseler, section D de Berlé, sous le numéro 302/1902,

Arrête :

Conditions

- Article 1.-** Le renouvellement des toitures est réalisé sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Winseler, section D de Berlé, sous le numéro 302/1902, conformément à la demande et au plan soumis « n° AP-2025-001-ASW » du 26 mai 2025 élaboré par Agro Projekt SA, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent document.
- Article 2.-** Les toitures sont réalisées dans un matériau non reluisant de couleur gris foncé (gris ardoise).
- Article 3.-** Les dimensions des toitures restent identiques.
- Article 4.-** L'affectation de la construction est identique à la dernière affectation.
- Article 5.-** L'application de peinture ainsi que l'emploi de matériau reluisant aux parties extérieures sont interdits.
- Article 6.-** Le préposé de la nature et des forêts (Triage de Wiltz, tél : 621 202 131) est averti avant le début et dès l'achèvement des travaux.

Informations

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier.

Recours

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être introduit devant le Tribunal administratif. Il doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le Tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être déposée auprès du Médiateur – Ombudsman. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Transmission

Conformément à l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Mousel'.

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement